

de Jean-Baptiste Besson

# Il faut libérer les entrepreneurs

**N**otre économie est asphyxiée. L'instabilité législative se mue chaque jour un peu plus en chaos normatif. Le choc fiscal de 2012 produit encore cet automne ses effets les plus désastreux : files d'attente de contribuables assommés devant les centres des impôts pour demander des délais de paiement ; mouvements de jacquerie fiscale qui se multiplient sur le territoire ; moral en berne des agents économiques ; baisse de la consommation et investissements en chute libre. Enfin, la méfiance, voire la défiance, est profondément ancrée dans toutes les strates de la société...

Pourtant, notre pays tient. En particulier grâce aux millions d'entrepreneurs qui ne cessent de croire en leur projet, en dépit du sac de pierres que l'administration leur impose et des boulets administratifs qui entravent tous les jours un peu plus leur envie d'avancer.

Les 3,2 millions d'entrepreneurs français font face chaque jour à une administration tâtilonne, à un droit du travail complexe et inhibant, à un système fiscal démoralisant, à un système social coûteux, à des réglementations et à des normes en tout genre, à la prévention des risques, aux inspections, aux contrôles... Malgré toutes ces difficultés, les entrepreneurs se lancent, pensent à l'avenir, investissent et regardent le monde comme leur terrain de jeu.

Alors, imaginons quelques secondes ce qu'ils pourraient accomplir et, à tra-

---

Notre pays tient  
grâce aux entrepreneurs  
qui croient encore  
en leur projet.

---

Notre redressement  
passe par eux,  
pour peu que l'Etat  
les laisse travailler.

---

vers eux, ce que pourrait entreprendre toute l'économie française, s'ils retrouvaient tout simplement un peu de liberté. Imaginons que la fiscalité ne soit plus vécue comme punitive mais comme incitative. Imaginons que les commerces aient la liberté d'ouvrir le dimanche. Que les seuils sociaux soient assouplis et non plus vécus comme une course d'obstacles à franchir (et qui font qu'il y a 2,4 fois plus d'entreprises à 49 salariés qu'à 50 salariés).

Que les 2,3 millions d'indépendants sans salariés décident de franchir le cap de la première embauche (voilà une question que personne n'ose poser : pourquoi tant d'indépendants font-ils le choix de rester seuls, quitte à brider leurs ambitions ?). Qu'il soit plus simple de mettre fin à un contrat de travail, pour que la peur de l'embauche disparaisse. Imaginons que l'impôt sur les sociétés soit abaissé, pour atteindre la moyenne de l'OCDE, à 24,11 %, et

redonne donc des marges aux entreprises pour renforcer leurs fonds propres et investir. Que les modalités de calcul des cotisations des artisans, commerçants et professions libérales soient simplifiées et qu'il n'y ait plus ces fameux deux ans de décalage entre la création de richesses et les prélèvements fiscaux et sociaux. Que les contrôles des inspections soient synonymes d'amélioration, de dialogue constructif et non de redressement, d'amende et de sanction. Imaginons même que la durée de travail soit négociée au sein de chaque entreprise et non imposée de manière uniforme à tous les secteurs, quelle que soit la conjoncture. Enfin, laissons-nous aller à rêver que la réussite ne soit plus source de critiques et de jalousies, mais qu'elle soit enfin le moteur de tout un chacun et de la société dans son ensemble.

Le temps de l'imagination doit aujourd'hui laisser place à celui de l'action et de la libération ! Le redressement de notre pays passe aussi par ces millions d'hommes et de femmes, par la société civile et les entrepreneurs, et non pas par l'Etat. Les Français y sont favorables. Dans le dernier sondage Odoxa-« Challenges »-BFM Business, 68 % des interrogés encouragent l'Etat à « faire confiance » et à donner « plus de liberté » aux entreprises. Qu'il le fasse !

---

**Jean-Baptiste Besson** est formateur-consultant en finance d'entreprise et dirigeant du cabinet Bessonconseil.